

OECD *Multilingual Summaries*

In It Together: Why Less Inequality Benefits All

Summary in French



Accédez au texte intégral: [10.1787/9789264235120-en](https://doi.org/10.1787/9789264235120-en)

Tous concernés : Pourquoi moins d'inégalité profite à tous

Résumé en français

Les inégalités de revenu augmentent, en période de croissance comme en période de crise

Dans la plupart des pays, l'écart entre riches et pauvres n'a jamais été aussi grand depuis trente ans. Aujourd'hui, dans les pays de l'OCDE, les 10 % les plus riches ont un revenu 9,6 fois supérieur aux 10 % les plus pauvres. Dans les années 80, ce rapport était de 7 à 1, puis de 8 à 1 dans les années 90 et de 9 à 1 dans les années 2000. Dans plusieurs économies émergentes, notamment en Amérique latine, les inégalités de revenu se sont réduites, mais les écarts demeurent généralement plus grands que dans les pays de l'OCDE. Pendant la crise, les inégalités de revenu ont continué à se creuser, essentiellement sous l'effet du recul de l'emploi. Les mécanismes de redistribution, par le biais des prélèvements et des transferts, compensent en partie les inégalités, mais le revenu réel des ménages situés au bas de l'échelle a nettement reculé dans les pays les plus durement touchés par la récession.

La plupart des débats sur les inégalités tournent autour des ménages les plus riches, en particulier les « 1 % les plus riches », mais on parle moins du déclin relatif des bas salaires et des ménages à faible revenu – pas uniquement les 10 % les moins riches, mais les 40 % les moins riches. Le présent rapport met particulièrement l'accent sur ces ménages, en étudiant certains des facteurs qui fragilisent leur position économique, ainsi que les moyens d'action possibles pour lutter contre l'aggravation des inégalités.

Le creusement des inégalités pèse sur la croissance économique et sur les opportunités

Au-delà de son impact sur la cohésion sociale, la progression des inégalités est néfaste pour la croissance économique à long terme. On estime par exemple que l'augmentation des inégalités de revenu entre 1985 et 2005 a fait perdre en moyenne 4.7 points de taux de croissance cumulé entre 1990 et 2010 dans les pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de séries chronologiques longues. Le facteur déterminant en est l'écart croissant entre les ménages à faible revenu – les 40 % les moins riches – et le reste de la population.

L'investissement dans le capital humain constitue un mécanisme de transmission important entre les inégalités et la croissance. Il existe toujours des écarts de niveaux d'instruction entre des individus de milieux socio-économiques différents, mais ces écarts sont plus marqués dans les pays où les inégalités sont fortes, car les ménages défavorisés ont plus de difficultés à accéder à une instruction de qualité – avec à la clé un gaspillage important des possibilités et une mobilité sociale réduite.

Le développement de l'emploi atypique peut créer des possibilités d'emploi, mais il contribue également au renforcement des inégalités

Le travail temporaire, à temps partiel et indépendant représente désormais un tiers environ de l'emploi total dans les pays de l'OCDE. Depuis le milieu des années 90, plus de la moitié de l'ensemble des emplois créés correspond à des emplois atypiques. De nombreux actifs occupant un emploi atypique sont moins bien lotis sur de nombreux aspects de la qualité de leur emploi, par exemple le salaire, la sécurité de l'emploi ou l'accès à des formations. En particulier, les travailleurs temporaires peu qualifiés sont confrontés à des désavantages salariaux importants, à des salaires instables et à une progression salariale plus lente.

Les ménages très dépendants des revenus tirés d'un emploi atypique enregistrent des taux de pauvreté monétaire nettement supérieurs (22 % en moyenne), et l'augmentation du nombre de ménages dans cette situation dans les pays de l'OCDE contribue à l'accroissement des inégalités.

Un emploi atypique peut servir de « tremplin » vers un emploi plus stable, mais cela dépend du type de travail et des caractéristiques des travailleurs et des institutions du marché du travail. Dans de nombreux pays, les jeunes actifs, en particulier ceux qui n'ont qu'un contrat de travail temporaire, ont moins de chances d'évoluer vers un emploi plus stable où ils pourront faire carrière.

La hausse de l'emploi des femmes fait reculer les inégalités

Les écarts de taux d'activité, de salaire et d'évolution de carrière entre hommes et femmes se sont beaucoup réduits et ont permis de ralentir la hausse des inégalités, mais le taux d'activité des femmes est toujours d'environ 16 % inférieur à celui des hommes et elles gagnent grosso modo 15 % de moins que leurs homologues masculins. Si la proportion des ménages au sein desquels la femme travaille était restée à son niveau d'il y a 20 ou 25 ans, les inégalités de revenu, telles que mesurées par le coefficient de Gini, auraient augmenté en moyenne de près d'un point de plus. L'augmentation du pourcentage de femmes travaillant à temps plein et la hausse de leurs salaires relatifs ont également permis d'éviter un point supplémentaire.

La forte concentration de la richesse limite les possibilités d'investissement

La richesse est bien plus concentrée que les revenus : en moyenne, les 10 % des ménages les plus riches possèdent plus de la moitié de la richesse totale, les 50 % suivants possèdent la quasi-totalité de la seconde moitié, tandis que les 40 % les moins riches en détiennent à peine plus de 3 %. Parallèlement, un fort endettement et/ou un faible niveau d'actifs limite les possibilités pour la classe moyenne inférieure d'investir dans le capital humain ou dans d'autres domaines. Une concentration élevée de la richesse peut affaiblir la croissance potentielle.

Des programmes d'action pour lutter contre les fortes inégalités et promouvoir des opportunités pour chacun

Les responsables publics disposent de toute une batterie d'instruments et d'outils pour lutter contre la montée des inégalités et favoriser des opportunités pour tous. Pour que ces programmes d'action donnent des résultats, une solide confiance dans les institutions et un dialogue social efficace sont essentiels. Si l'on veut réduire le fossé grandissant entre riches et pauvres et encourager des opportunités pour tous, des programmes d'action sont nécessaires sur quatre axes principaux :

- Participation des femmes à la vie économique : les pouvoirs publics doivent mettre en œuvre des politiques à même d'éliminer les discriminations envers les femmes sur le marché du travail et de supprimer les obstacles à l'emploi des femmes et à leur avancement professionnel. Cela suppose des mesures visant à augmenter le niveau potentiel de salaire des actives faiblement rémunérées et à lutter contre les obstacles à la promotion des femmes.

- Promotion de l'emploi et emplois de qualité : les politiques doivent mettre l'accent sur l'accès à l'emploi mais aussi sur l'insertion professionnelle. La priorité doit être accordée à la quantité comme à la qualité des emplois, à des emplois qui offrent des possibilités d'avancement et d'investissement, et à des emplois qui soient des tremplins et non des impasses. S'attaquer au problème de la segmentation du marché du travail constitue l'une des clés pour améliorer la qualité des emplois et lutter contre les inégalités.
- Compétences et formation : il est essentiel de s'intéresser plus particulièrement à la petite enfance ainsi qu'aux besoins des familles dont les enfants sont scolarisés si l'on veut combattre les différences socio-économiques dans le domaine de l'éducation. Il faut redoubler d'efforts pour transmettre aux jeunes les compétences dont ils auront besoin pour prendre un bon départ dans la vie active. Face à une économie en pleine mutation, il convient d'insister, en étroite collaboration avec les entreprises et les syndicats, sur la promotion de l'amélioration continue des compétences pendant toute la vie active.
- Des systèmes de prélèvements et de transferts au service d'une redistribution efficace : un mécanisme de redistribution adapté, par le biais de prélèvements et de transferts, constitue un instrument puissant pour favoriser l'égalité et la croissance. Au cours des dernières décennies, l'efficacité des mécanismes de redistribution s'est affaiblie dans de nombreux pays sous l'effet de la progression plus lente des prestations versées aux personnes d'âge actif par rapport aux salaires réels et de l'érosion de la progressivité du système fiscal. Les pouvoirs publics doivent veiller à ce que les ménages aisés, mais aussi les entreprises multinationales, contribuent à l'effort fiscal. Les pertes importantes et persistantes des groupes à faible revenu soulignent la nécessité de mettre en place des mesures bien conçues d'aide au revenu et de dépenses sociales contracycliques.

© OCDE

La reproduction de ce résumé est autorisée à condition que la mention OCDE et le titre original de la publication soient mentionnés.

Les résumés multilingues sont des extraits traduits de publications de l'OCDE parues à l'origine en anglais et en français.

Ils sont disponibles gratuitement sur la librairie en ligne de l'OCDE www.oecd.org/bookshop

Pour plus d'informations, contactez le service des Droits et traductions de l'OCDE, Direction des Affaires publiques et de la communication à l'adresse rights@oecd.org ou par fax au: +33 (0)1 45 24 99 30.

Service des Droits et Traductions de l'OCDE

2 rue André-Pascal, 75116

Paris, France

Consultez notre site Internet www.oecd.org/rights



Retrouvez le texte complet sur OECD iLibrary!

© OECD (2015), *In It Together: Why Less Inequality Benefits All*, OECD Publishing.

doi: 10.1787/9789264235120-en